

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE DE DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 21 SEPTEMBRE 2021

Liste des présents

Membres à voix délibérative

| | | |
|---------------------------------|---|--|
| <i>Collège des élus (7/52)</i> | Jacques MESAS Christian BRAUX Francis CAMMAL Sylvain COUTANT Line FLEURY Hubert FOURNIER Hugues RAIMBOURG | <i>Président de la CLI</i> <i>Conseil départemental du Loiret</i> <i>Conseil départemental du Loiret</i> <i>Dampierre-en-Burly</i> <i>Conseil départemental du Loiret</i> <i>Neuvy-en-Sullias</i> <i>Conseil départemental du Loiret</i> |
| <i>Collèges non élus (7/28)</i> | Alain FOURCAULT Danielle COURDEAU Mary-Bridget FOUCHER Catherine FUMÉ Thierry JOLIVET Jean-Jacques LEFEBVRE Michel TINDILLERE | <i>Vice-Président de la CLI</i> <i>ACIRAD Centre-Val de Loire</i> <i>ACIRAD Centre-Val de Loire</i> <i>Sortir du Nucléaire BGP</i> <i>Sortir du Nucléaire BGP</i> <i>CCI du Loiret</i> <i>Expert</i> |

Membres à voix consultative

| | | |
|-------------------------------------|---|--|
| <i>Exploitant EDF</i> | Laurent BERTHIER Philippe BRIATTE Amaury DULAU Antoine GUILLAUMONT Loïc TANNIOU Esther VOLOZAN | <i>Directeur du CNPE de Dampierre</i> <i>CNPE – Chef de mission Environnement</i> <i>CNPE – Ingénieur Environnement</i> <i>CNPE – Chef de mission Sécurité</i> <i>CNPE – Chef de projet Grand carénage</i> <i>CNPE – Chef mission communication</i> |
| <i>Autorité de sûreté nucléaire</i> | Arthur NEVEU Christian RON | <i>Chef de la Division d'Orléans de l'ASN</i> <i>Division d'Orléans – Chef du Pôle REP</i> |
| <i>Préfecture</i> | Franck BOULANJON Muriel PLOTTON | <i>Directeur de Cabinet de la Préfète</i> <i>Cheffe du BPDC*</i> |
| <i>Services de l'Etat</i> | Annaïg HELLEU Lt-Col Stéphane COUSIN | <i>ARS – DD45</i> <i>Groupement de gendarmerie du Loiret</i> |
| <i>Secrétariat</i> | Maud MICHEL | <i>CD45</i> |

Liste des participants à distance (visioconférence)

| | |
|-----------------|---|
| Denis BERNARD | CFE-CGC |
| Pascal CROZAT | Gien |
| Patrice GARNIER | Fédération du Loiret pour la pêche et la protection du milieu aquatique |
| Gérard MAHAUD | UFC-Que choisir |
| Georges SAPY | Sauvons le Climat |

Liste des absents excusés

| | |
|-----------------------|--|
| François BENOIST | Saint-Gondon |
| Yves CAHUZAC | Saint-Florent |
| Christian CHEVALIER | Les Choux |
| André COPIN | SFEN Val de Loire |
| Jean-François DARMOIS | CC Giennoises |
| Aude DENIZOT | Conseil départemental du Loiret |
| Claude de GANAY | Député du Loiret |
| Philippe GILLET | CC Canaux et Forêts en Gâtinais |
| Fabrice GORECKI | Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Loiret |
| Hervé JACQUIER | CC Berry-Loire-Puisaye |
| Christiane LAFAYE | Le Moulinet-sur-Solin |
| Jean-Claude LEFRANC | Nevoy |
| Eliane ROLLANDO | Saint-Martin-sur-Ocre |
| Matthieu SEPTFONDS | Conseil de l'Ordre des Pharmaciens |

Compte rendu

En préambule, les nouveaux représentants présents à la tribune se présentent :

- Jacques MESAS : nouveau Président de la CLI, Conseiller départemental du canton de Beaugency, maire de Beaugency ;
- Laurent BERTHIER : nouveau Directeur du CNPE de Dampierre, ancien Directeur de la centrale de Chooz ;
- Arthur NEVEU : chef de la Division d'Orléans de l'ASN ;
- Franck BOULANJON : nouveau Directeur de Cabinet de la Préfecture.

1/ Actualités du CNPE^{*(cf. lexique en annexe)}

M. Laurent BERTHIER – Directeur du CNPE

➤ **Etat des tranches :**

Les réacteurs sont régulièrement mis à l'arrêt pour pouvoir effectuer 3 types d'opérations :

- ASR* (arrêt pour simple rechargement) : entre 30 et 40 jours d'arrêt en général ;
- VP* (visite partielle) : entre 70 et 80 jours d'arrêt ;
- VD* (visite décennale) : jusqu'à 160-170 jours d'arrêt.

Etat des tranches :

- L'unité de production n°1 est en cours de visite décennale depuis le 19 juin 2021. L'objectif de cette visite est d'améliorer le niveau de sûreté du réacteur.
- L'unité de production n°2 est en production. Elle a fait l'objet d'un ASR au premier semestre 2021.
- L'unité de production n°3 est actuellement en arrêt pour visite partielle depuis le 18 septembre 2021, au cours de laquelle sont prévus le remplacement d'une partie du combustible et des opérations de maintenance.
- L'unité de production n°4 est en production. Elle a fait l'objet d'un ASR au premier semestre 2021.

L'activité est donc dense actuellement sur le site, avec beaucoup de personnels présents (EDF et prestataires).

➤ **Traitement biocide :**

M. Amaury DULAU – CNPE Dampierre

Le traitement biocide concerne le circuit de refroidissement, qui peut présenter des conditions favorables au développement des micro-organismes.

Il existe 2 types de micro-organismes à traiter : les amibes et les légionelles.

Les amibes étant sensibles au laiton (par effet bactéricide du cuivre), les tranches 2 et 4 ne sont pas concernées par le risque de développement d'amibes car elles contiennent du laiton : seules les tranches 1 et 3, qui ne contiennent pas de laiton, sont concernées par les traitements contre les amibes.

Les légionelles se développent à 25°C, mais elles sont sensibles aux hautes températures

(> 70°C). Les 4 tranches sont concernées par le risque de développement de légionelles.

Des critères de démarrage, d'optimisation et d'arrêt du traitement sont définis pour piloter le traitement biocide : démarrage du traitement et pilotage (continu / séquentiel) en fonction des concentrations d'amibes et/ou de légionelles, en tenant compte des prévisions de température et de débit de la Loire.

Bilan du traitement biocide pour 2020 :

- Tranche 1 : démarrage du traitement sur critères le 23/04 jusqu'au 27/04, puis arrêt du réacteur pour économie de combustible.
- Tranche 3 : démarrage du traitement sur critères le 24/04 pendant 130 jours (dont 40 jours de traitement optimisé sur 12h) ; arrêt du traitement le 07/09 suite à l'arrêt pour maintenance de la tranche.

Aucun dépassement des seuils n'a été observé pour les amibes et les légionelles en 2020 pour les tranches 1 et 3.

Bilan du traitement biocide pour 2021 (au 21/09/2021) :

- Tranche 1 : pas de traitement en 2021 du fait de l'arrêt de la tranche pour visite décennale.
- Tranche 3 : démarrage du traitement sur critères le 04/05 pendant 99 jours (dont 44 jours de traitement optimisé sur 12h) ; arrêt du traitement le 17/09 suite à l'arrêt de la tranche pour visite partielle.

Aucun dépassement des seuils n'a été observé pour les amibes et les légionelles en 2021 pour les tranches 1 et 3.

Echanges avec les participants :

✓ Catherine FUMÉ (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande quels types de traitements sont mis en œuvre dans ce cadre.

Laurent BERTHIER (EDF) précise qu'il s'agit d'un traitement par monochloramine (Ammoniac et eau de javel). Ce produit de traitement étant instable, il est fabriqué sur le site pour être directement injecté dans le circuit de refroidissement.

➤ Rapport TSN 2020 :

M. Laurent BERTHIER – Directeur du CNPE

Toutes les informations sur le traitement biocide, ainsi que sur le fonctionnement général de la centrale, figurent dans le « rapport TSN ». Ce rapport est publié chaque année par EDF dans le but d'informer le public sur les activités de la centrale (obligation réglementaire au titre des articles L.125-15 et L.125-16 du Code de l'Environnement).

Ce rapport est mis en ligne sur les sites Internet d'EDF et de la CLI.

2/ Point sur les travaux du grand carénage et de la VD4* (tranche 1)

M. Loïc TANNIOU – CNPE Dampierre

➤ 4^{ème} visite décennale (VD4) :

L'objectif de la VD4 est de prolonger la durée de vie des réacteurs au-delà de 40 ans, en rénovant ou en remplaçant des composants majeurs du réacteur, en réalisant des améliorations permettant d'atteindre des niveaux de sûreté plus élevés (pour s'approcher des niveaux des réacteurs de dernière génération) et en assurant la pérennité des matériels au-

delà de 40 ans (7 000 composants remplacés à l'identique).

Les modifications à mettre en œuvre répondent à 4 types d'objectifs (80 modifications prévues sur chaque réacteur) :

- Accidents sans fusion du cœur : diminution des conséquences radiologiques en cas de rejet ;
- Accidents avec fusion du cœur : mise en place d'un système de récupération du corium ;
- Aggressions (séismes, inondations, grand vent...) : garantir la robustesse des installations face à des niveaux d'agressions climatiques plus élevés ;
- Piscine BK* : mise en place d'un nouveau système de refroidissement du combustible pour rendre extrêmement improbable la perte de refroidissement.

Certaines modifications ont déjà été réalisées à Dampierre dans le cadre de la VD4 :

- Système PTR-bis* : nouveau système de refroidissement de la piscine d'entreposage du combustible.

Les travaux sur la tranche 1 ont démarré en septembre 2019 et sont terminés ; ils ont nécessité la mise en œuvre de beaucoup de génie civil, ainsi que la mise en place et le raccordement de nouvelles tuyauteries.

Les travaux du PTR-bis sont en cours sur la tranche 2, et vont commencer en 2022 pour la tranche 3 (avant l'arrêt de tranche).

- EAS ultime : système permettant d'évacuer l'énergie du bâtiment réacteur (aspersion de secours dans l'enceinte du bâtiment réacteur).

Les travaux ont été terminés récemment sur la tranche 1 ; ils ont duré 18 mois.

Ils ont nécessité la mise en œuvre de beaucoup de génie civil, l'installation d'une pompe, d'un échangeur, de plus de 200 mètres linéaires de nouvelles tuyauteries, et la réalisation de 46 supports et 169 soudures.

- Alimentation électrique : compléments nécessaires pour alimenter les nouveaux systèmes mis en place.

8 000 câbles ont été ajoutés soit 35 km de câbles (tranche en marche), un nouveau pupitre a été installé en salle de commande, de nouveaux chemins de câbles ont été mis en place pour la nouvelle distribution électrique. Ces travaux ont été terminés fin juillet 2021 (raccordement de l'ensemble des câbles).

- Contrôles réglementaires (comme lors de chaque visite décennale) :

- ✓ Machine d'inspection en service (MIS) : sert à réaliser de nombreux contrôles, dont l'inspection de la cuve afin d'en vérifier l'intégrité et la robustesse.
- ✓ Epreuve hydraulique du circuit primaire : circuit testé à 206 bars (contre 155 bars en fonctionnement normal), avec vérification de la bonne tenue des soudures et de la tuyauterie. Cette épreuve est planifiée fin septembre 2021.
- ✓ Epreuve de l'enceinte de confinement : enceinte testée à une pression de 5 bars, avec vérification de l'absence de fuites. Cette épreuve est planifiée au mois d'octobre 2021.

En résumé, une visite décennale représente 66 modifications techniques (sur environ 80 modifications au total), 12 000 heures de contrôle de conformité des matériels, 394 activités dimensionnantes de chaudronnerie, 2 500 intervenants au total (jusqu'à 3 200 personnes présentes sur le site en juin 2021, contre environ 2 200 intervenants pour un arrêt classique de type VP*).

➤ **Appoint en eau ultime :**

4 puits ont été installés sur le site (zone sud). Les essais ont été réalisés et sont concluants : le débit d'eau fourni par ces puits s'avère suffisant pour assurer la fonction de refroidissement.

Les forages définitifs seront commencés en octobre-novembre 2021, ainsi que les travaux de VRD* (réalisation de tranchées pour amener l'eau et l'alimentation électrique des puits jusqu'aux bâtiments). L'alimentation électrique des pompes sera assurée par les DUS*. Les travaux seront terminés en 2022.

➤ **Maîtrise du risque incendie :**

Un chantier important de changement de tous les détecteurs incendie du site (plusieurs milliers) et de leur alimentation a été initié. Les travaux sont terminés sur la partie industrielle du site et sont en cours sur la partie tertiaire. La fin du chantier interviendra pour le 3 décembre 2021 au plus tard.

Echanges avec les participants :

✓ Catherine FUMÉ (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande à quelle date les travaux de la VD4 sur la tranche 1 seront terminés, et quelles sont les étapes à venir pour l'autorisation de la poursuite de fonctionnement pour 10 ans supplémentaires. Elle demande si l'ASN se positionne réacteur par réacteur.

Laurent BERTHIER (EDF) explique qu'EDF a pour objectif de réaliser toutes les modifications selon un planning défini.

EDF compte redémarrer l'unité de production n°1 début décembre 2021, sous réserve que tous les travaux soient terminés et qualifiés et que l'ASN ait donné son autorisation.

Ces éléments de calendrier sont spécifiques au réacteur n°1 : chacun des 3 autres réacteurs devra à son tour suivre le même processus que le réacteur n°1.

Christian RON (ASN) précise qu'il y a 2 étapes essentielles à valider :

- L'épreuve du circuit primaire à 206 bars : c'est une équipe de l'ASN qui réalise les contrôles sur le terrain (6 à 7 personnes pendant 2 à 4 h environ par agent) après un contrôle documentaire de plusieurs jours ;
- L'épreuve enceinte : cette épreuve est validée s'il est constaté une absence de perte de pression significative. Des inspections sont réalisées en amont de l'épreuve, pour vérifier le matériel mis en place, et parfois pendant l'épreuve pour vérifier comment elle se déroule.

En plus de ces contrôles, l'ASN analyse le dossier de l'exploitant indiquant les modifications et les contrôles qu'il compte réaliser (dossier déposé en amont de la VD). Cette analyse permet de valider les matériels qui seront laissés en place et ceux qui seront remplacés.

Puis, 6 mois après la VD, un nouveau dossier est remis par l'exploitant concernant le résultat des travaux réalisés. L'ASN vérifie si ses propres observations pendant les contrôles sont concordantes avec le bilan de l'exploitant.

Christian RON ajoute que la VD4 présente la particularité de prévoir une participation du public (ce qui n'est pas le cas des VD antérieures) : le public est associé aux différentes étapes du processus par des consultations et des enquêtes publiques.

Il précise que des documents à ce sujet sont déjà en ligne sur le site Internet de l'ASN, et notamment un descriptif des différentes étapes de cette procédure.

3/ Présentation du rapport annuel 2020 de l'ASN

M. Christian RON – ASN

➤ **Bilan de l'activité de l'ASN en 2020 :**

La division d'Orléans est la seule division de l'ASN à avoir tenu son programme de travail habituel et même davantage sur l'année 2020, y compris pendant le confinement : 33 inspections ont ainsi été réalisées en 2020 sur le CNPE de Dampierre (inspections de chantiers, inspections thématiques...), ainsi que des inspections auprès d'autres organismes qui contrôlent et travaillent avec le CNPE de Dampierre (ex : APAVE).

De nouveaux types d'inspection ont été inventés, et notamment les inspections à distance : analyses des dossiers au bureau suivies de visites de terrain sur le site.

Les lettres de suite rédigées à la suite de ces inspections sont accessibles à tous sur le site Internet de l'ASN.

➤ **Événements significatifs :**

66 événements significatifs ont été déclarés en 2020 (32 événements déclarés à ce jour en 2021), parmi lesquels :

- 46 événements significatifs sûreté (ESS*) dont 3 de niveau 1 ;
- 5 événements significatifs environnement (ESE*) (aucun ESE déclaré à date en 2021) ;
- 19 événements significatifs radioprotection : des faiblesses à ce niveau avaient été identifiées sur le site en 2019, mais la situation ne s'est pas améliorée en 2020.

L'ASN a mis en place une surveillance ciblée sur ce sujet, ce qui peut expliquer le nombre élevé d'événements significatifs identifiés ; néanmoins l'ASN constate que les faiblesses à ce niveau ont du mal à être résolues par le site.

En 2021, plusieurs événements liés au transport ont été déclarés, dont des événements liés à la radioprotection des transports. Une inspection réactive a donc été menée sur le sujet par l'ASN cette année.

Une quinzaine de demandes d'autorisation ont été déposées par le site de Dampierre en 2020 (demande de dérogation aux règles d'exploitation, d'adjonction d'équipements...).

L'ASN a réalisé les contrôles des arrêts de 3 réacteurs en 2020 : examen du programme de travaux, contrôle des activités, instruction des demandes d'autorisation de démarrage.... Il n'y a pas eu de contrôle sur le 4^e réacteur étant donné que celui-ci a été mis à l'arrêt pour économie de combustible.

➤ **Appréciation générale de l'ASN sur le CNPE de Dampierre :**

L'ASN considère que les performances du CNPE de Dampierre rejoignent globalement l'appréciation générale de l'ASN sur les centrales nucléaires, mais constate une légère baisse par rapport à 2019.

Notamment, les performances en matière d'environnement et de radioprotection sont en retrait par rapport à la moyenne nationale.

- ***Sûreté nucléaire :***

Les performances du CNPE de Dampierre sont globalement acceptables, mais il est parfois mis en évidence des défaillances organisationnelles ayant conduit à la déclaration de plusieurs événements significatifs lors des essais périodiques. L'ASN constate que les actions correctives menées par le site en la matière demeurent insuffisantes.

- *Environnement :*

L'ASN considère que les performances du CNPE de Dampierre en matière d'environnement doivent être améliorées. Cette analyse est notamment liée aux légionelles (1 dépassement identifié en 2020) étant donné que le traitement contre les légionelles n'est pas encore en place sur les tranches 2 et 4. Ce traitement sera effectif d'ici 1 an ½ à 2 ans.

- *Santé et sécurité au travail :*

Des non-conformités ont été mises en évidence sur le site dans le domaine électrique en 2020. Une intervention particulière de l'inspection du travail a eu lieu à ce sujet sur le site. Le site est actuellement dans une phase de résorption des anomalies et de mise en place des mesures correctives.

- *Radioprotection :*

L'ASN juge que les performances du site de Dampierre demeurent nettement insuffisantes en matière de radioprotection. Les responsables hiérarchiques ont bien conscience de cette problématique, mais cette préoccupation ne semble pas encore être redescendue jusqu'aux intervenants de terrain, y compris chez les prestataires. La maîtrise de ce sujet sur le site reste donc insuffisante.

Des inspections spécifiques seront menées par l'ASN en 2021 sur ce sujet afin d'étudier les mesures à prendre pour remédier aux difficultés.

➤ **Focus sur le risque Incendie / explosion :**

Ce risque représente une priorité de l'ASN car la probabilité d'occurrence est beaucoup plus importante qu'un séisme ou une tempête grave. L'ASN considère que beaucoup de sites ont des points faibles sur la gestion des charges calorifiques : entreposages non maîtrisés, non connus, situés à des endroits inopportuns...

Une action nationale a été menée suite à l'alerte de l'ASN Orléans à ce sujet : les mêmes faiblesses ont été identifiées partout en France. Cette action va se poursuivre en 2022, et notamment sur les sites de la plaque Centre-Val de Loire.

➤ **Programme d'inspection 2021 :**

Des priorités nationales et locales en matière de contrôles ont été identifiées par l'ASN, sachant que certaines priorités locales peuvent être reprises au niveau national. 29 inspections sont inscrites au programme d'inspection de l'ASN d'Orléans pour 2021.

Une des priorités de l'année 2021 concerne les inspections chez les fournisseurs pour vérifier que les règles qui s'imposent à EDF sont bien déclinées chez les fournisseurs de rang 1, voire de rang 2 (ex : fonderie qui fabrique des pièces pour un fournisseur d'EDF, fabriquant de vis et boulons utilisés sur les circuits principaux primaires et secondaires du parc...).

Les DUS* font également partie des priorités d'inspections en 2021, sachant que des actions particulières ont déjà été engagées l'année dernière.

L'ASN finalise actuellement le programme d'inspection 2022, sachant que les VD4 sur les sites de Dampierre et Saint-Laurent vont beaucoup occuper les équipes de l'ASN en 2022.

➤ **Focus sur la demande d'autorisation relative aux rejets de Dampierre :**

(en réponse à la question posée par l'association Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye)

La demande déposée par le CNPE de Dampierre auprès de l'ASN porte sur la mise en œuvre d'un traitement par monochloramination sur les tranches 2 et 4 et l'évolution du traitement par

monochloramination sur les ranches 1 et 3. Dans ce cadre, EDF sollicite une modification des limites de rejets pour tenir compte de plusieurs évolutions sur le site.

D'un point de vue réglementaire, les projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine doivent être soumis à évaluation environnementale. Des critères permettent de définir si le projet entre dans le cadre d'une évaluation environnementale obligatoire, au cas par cas ou s'il n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Le CNPE de Belleville a déposé une demande d'autorisation portant sur la création d'une installation de traitement à la monochloramine, avec des quantités d'hypochlorite de sodium stockées entre 100 et 200 tonnes, ce qui soumet le projet à un examen au cas par cas. L'analyse de l'ASN sur ce dossier a conclu à la soumission du projet à évaluation environnementale.

En revanche, la demande du CNPE de Dampierre porte sur une modification de l'installation de traitement à la monochloramine, avec des quantités d'hypochlorite de sodium stockées inférieures à 100 tonnes. De ce fait, le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Ainsi, le volume de stockage au CNPE de Dampierre est plus faible, pouvant impliquer des approvisionnements plus fréquents mais engendrant de ce fait des contraintes plus faibles en matière de classement.

Echanges avec les participants :

✓ Catherine FUMÉ (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) précise qu'une consultation du public concernant l'augmentation des rejets de la centrale de Dampierre a eu lieu en fin d'année dernière, et s'étonne de ne pas avoir trouvé la décision de l'ASN à ce sujet sur son site Internet.

Christian RON indique que les échanges entre l'ASN et EDF à ce sujet ne sont pas encore terminés, et que par conséquent la décision de l'ASN n'est pas encore sortie. Lorsqu'elle sera prise, elle sera bien entendu disponible pour le grand public.

➤ Focus sur la VD4 à Dampierre :

La VD4 représente un chantier qui s'étale sur plusieurs années. Le programme d'inspection de l'ASN dans le cadre de la VD4 du réacteur n°1 de Dampierre répond à des objectifs nationaux et locaux :

- 2 objectifs nationaux : augmenter le niveau de sûreté des réacteurs pour l'amener au plus proche du niveau de sûreté des réacteurs de dernière génération, et vérifier la conformité des installations aux référentiels ;
- 2 objectifs locaux : mise en place d'un plan de rigueur concernant la radioprotection, et amélioration de la détection et du traitement des écarts.

Christian RON rappelle que la durée de 40 ans fixée initialement n'était pas une limite stricte de durée de vie des réacteurs : il s'agissait plutôt d'indiquer une durée pendant laquelle il était assuré que les réacteurs pouvaient fonctionner de manière sûre, compte tenu des sollicitations des équipements et de la structure des réacteurs. L'objet de la 4^{ème} visite décennale est de démontrer que le réacteur peut continuer à fonctionner au-delà de 40 ans pour 10 ans supplémentaires puisque, en France, la question est posée tous les 10 ans.

Lors de chaque visite décennale, l'ASN ne se prononce que sur la possibilité pour un réacteur de fonctionner pendant au plus 10 années supplémentaires (contre 20 ans aux Etats-Unis). Il est par ailleurs déjà arrivé que l'ASN donne son autorisation de poursuite de fonctionnement pour une durée inférieure à 10 ans.

Concernant le plan de contrôle, l'ASN prenait auparavant beaucoup de responsabilité sur un ensemble de travaux présentés sur dossier, dont elle n'avait pas pu constater la déclinaison effective sur le terrain.

Depuis 2 ans, l'ASN définit les points qu'elle souhaite constater de manière impérative. Ces éléments deviennent des points bloquants au moment de la divergence* si les critères définis ne sont pas remplis.

Echanges avec les participants :

✓ Catherine FUMÉ (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) rappelle que sur les nouveaux réacteurs, les piscines d'entreposage du combustible sont renforcées. Or les travaux de la VD4 sur les anciens réacteurs prévoient la mise en place d'un nouveau système de refroidissement mais pas de renforcement de la structure. Elle demande alors s'il est prévu quelque chose pour éviter le dénoyage du combustible.

Christian RON indique que les travaux du PTR* consistent avant tout à ajouter un système d'apport en eau supplémentaire pour le refroidissement des piscines, avec la possibilité de pour la FARN* de se brancher pour amener de l'eau ultime.

Laurent BERTHIER (EDF) précise que les réacteurs disposent d'un système normal de refroidissement des piscines qui est redondé avec différentes possibilités : possibilité d'alimenter le circuit en eau déminéralisée (rang 1), ou en eau d'incendie (rang 2) ou en eau de Loire par la FARN (rang 3).

4/ Retour sur l'exercice SECNUC* au CNPE de Saint-Laurent-des-Eaux

Mme Muriel PLOTTON – Préfecture du Loiret (BPDC)

Il a été décidé en 2020 d'organiser un exercice national post-accidentel à la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux. Cet exercice a été joué les 18 et 19 mai 2021 sous l'autorité du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN*), celui-ci étant lui-même sous l'autorité du Premier Ministre.

Plusieurs strates ont été impliquées dans l'organisation de cet exercice :

- Conduite opérationnelle : sous l'égide du Ministère de l'Intérieur. L'armement du Centre interministériel de crise (CIC*) a été mis en œuvre afin de coordonner l'ensemble des centres opérationnels des différents Ministères ;
- Au niveau national, d'autres Ministères et Administrations centrales ont participé à cette organisation : Direction générale de la sécurité civile, Direction générale de la Gendarmerie nationale, Police nationale, ASN nationale, IRSN* ;
- La Préfecture de zone, basée à Rennes, a également participé à l'exercice ;
- En local : Les préfectures du Loir-et-Cher et du Loiret ont créé leurs Centres opérationnels départementaux (COD*), le périmètre de protection autour de la centrale impactant ces 2 départements. De même, d'autres acteurs locaux ont également participé : Education Nationale, DDT*, Conseils départementaux du Loir-et-Cher et du Loiret, SDIS*, ASN locale, EDF, ARS*.

L'exercice était centré sur la gestion de phase post-accidentelle d'un accident nucléaire, soit une fois la phase d'urgence terminée.

Trois objectifs stratégiques ont été prédéfinis au niveau national pour cet exercice :

- Tester le plan national de réponse à un accident nucléaire majeur en sortie de phase d'urgence et en phase post-accidentelle ;
- Tester la nouvelle doctrine « post-accident » issue des travaux du CODIRPA* ;

- Communiquer sur les efforts de préparation en crise des acteurs du nucléaire.

La stratégie gouvernementale de communication au niveau national a également été testée lors de cet exercice.

L'objectif de la phase post-accidentelle est d'assurer la continuité d'activité des filières agricoles, économiques et sociales en zone contaminée.

➤ **Retour d'expérience (REX*) :**

Le retour d'expérience réalisé au niveau national à l'issue de cet exercice a conclu sur une impression positive, considérant que cet exercice représentait une première expérience sur ce sujet et dans cette configuration.

Cet exercice a mobilisé beaucoup d'acteurs, ce qui a permis de démontrer le caractère multisectoriel de ce genre de crise. Le rôle majeur des COD* a également été démontré.

La qualité des explications fournies par les experts (ASN notamment) a été soulignée, et notamment les efforts de pédagogie et de vulgarisation dans les propos.

Plusieurs outils ont été utilisés dont l'outil SYNAPSE (outil cartographique interministériel) au niveau national et local.

Des pistes d'amélioration ont toutefois été identifiées :

- L'emploi des outils informatiques doit être amélioré ;
- L'outil SYNAPSE doit être généralisé au niveau de la cellule anticipation ;
- Au niveau de la planification, il a été identifié un manque d'éléments à lister en mode réflexe ;
- La répartition des rôles entre les niveaux départemental et central est à formaliser (ex : des arrêtés, qui devaient être pris au niveau local, ont été pris au national) ;
- La formation des acteurs au niveau national à une méthodologie d'anticipation doit être améliorée.

Au niveau local, le retour d'expérience a montré que, malgré la crise sanitaire, un important travail de préparation a pu être réalisé en amont, avec la transmission de dossiers de situations et la tenue de réunions d'informations locales.

Plusieurs points de situation ont été réalisés avec le niveau national durant l'exercice ; l'outil SYNAPSE a été utilisé au COD*.

Il a été souligné le soutien indispensable de l'ASN pour aider la préfecture à décrypter les événements et à déterminer la réponse adaptée à apporter.

Des difficultés ont toutefois été soulignées :

- Beaucoup d'audioconférences nationales impliquant un temps d'attente important au niveau local avant d'obtenir les arbitrages des instances nationales ;
- Beaucoup d'informations, dont certaines très techniques, arrivent en préfecture, nécessitant un travail important de hiérarchisation des priorités dans les informations reçues ;
- Complexité réglementaire des arrêtés à prendre ; un appui juridique aurait été nécessaire ;
- Problème de répartition des compétences concernant la prise des arrêtés : la définition des zonages a été retardée le temps que cette problématique soit clarifiée. Il serait préférable de clarifier en amont les compétences de chacun afin de pouvoir prendre ce type d'arrêtés en mode réflexe ;
- Lourdeur du circuit de validation des éléments de langage (coordination entre les départements 45 et 41 et avec le niveau national) : il serait préférable de disposer au préalable d'éléments de langage à utiliser en mode réflexe.

Des pistes d'amélioration ont été identifiées par la préfecture du Loiret :

- Bien se coordonner avec le département du Loir-et-Cher sur les décisions à prendre, de manière à ce qu'il y ait une cohérence dans les décisions prises ;
- Traiter à part tout ce qui concerne les sujets hors public ;
- Mobiliser les services juridiques pour la rédaction des arrêtés (aux niveaux local et national) ;
- Confier la communication locale à un sous-préfet dédié à cette mission ;
- Alimenter la main-courante du portail ORSEC plus régulièrement.

Echanges avec les participants :

✓ Catherine FUMÉ (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) se dit choquée et indignée, en tant que riverain, qu'il ait fallu attendre 40 ans pour organiser ce type de simulation. Elle regrette également l'utilisation du terme « jouer », considérant que le nucléaire n'est pas un jeu. Elle considère également que le temps et l'argent consacré à la réalisation de ces exercices devraient plutôt être utilisés pour éviter que ce type d'accident n'arrive et pour préparer la sortie du nucléaire.

Muriel PLOTTON (préfecture du Loiret) précise que des exercices de ce type sont réalisés tous les 5 ans sur chaque centrale, et qu'ils ont pour objectif d'entraîner les acteurs à faire face ce type d'événement.

Franck BOULANJON (Directeur de Cabinet de la Préfète) ajoute que ces exercices servent justement à identifier les points de blocage et les pistes d'amélioration pour se préparer et s'entraîner à faire face à ce type d'événements, tout en espérant que cela n'arrivera pas. Les retours d'expérience réalisés à l'issue des exercices permettent d'identifier ces points de blocage de manière à améliorer la réponse apportée en cas d'événement de ce type.

Alain FOURCAULT (Vice-Président de la CLI) précise qu'il y a eu 2 exercices pour la centrale de Dampierre, auxquels la CLI a pu prendre part. La CLI a également été invitée à participer à la réunion préparatoire de l'exercice du CNPE de Saint-Laurent-des-Eaux.

✓ Danielle COURDEAU (ACIRAD Centre-Val de Loire) se dit inquiète que le retour d'expérience ait mis en évidence un flou sur les compétences de chacun face à un événement de ce type (difficulté à définir « qui fait quoi »). Elle regrette le défaut d'implication de la population lors des exercices nucléaire, à la différence des exercices incendie dans les établissements scolaires au cours desquels les élèves sont réellement amenés à sortir du bâtiment. Elle craint que le grand public ne saurait pas quoi faire ni qui écouter si un accident nucléaire se produisait.

Laurent BERTHIER (EDF) indique qu'au niveau d'EDF des exercices sont réalisés très régulièrement, chaque semaine, parfois en associant les entités nationales (parfois jusqu'à 300 ou 400 personnes impliquées dans les exercices).

Il convient qu'il est important de diffuser cette culture du risque à la population générale, et considère que la CLI est un moyen de diffusion, notamment par le biais de la réunion publique annuelle, de même que les plaquettes envoyées par la préfecture aux élus concernés.

EDF profite également des journées portes ouvertes pour expliquer les enjeux, le mode de fonctionnement de la centrale, etc... Cette diffusion d'information fait partie du dispositif pour que les riverains comprennent ce qu'ils devraient faire en cas d'accident.

Muriel PLOTTON ajoute que les communes sont impliquées sur la thématique du nucléaire : des réunions d'information ont été organisées dans les territoires concernant la distribution des comprimés d'iode notamment.

Elle précise que les communes situées dans un périmètre de 20 km autour des centrales ont l'obligation de réaliser un Plan communal de sauvegarde (PCS*) et un DICRIM*, ce

dernier étant un document à destination de la population permettant d'expliquer les risques auxquels elle peut être confrontée ainsi que les mesures à prendre.

Par ailleurs, des actions sont menées sur les territoires pour faire connaître à la population les gestes à adopter face aux risques.

✓ Mary-Bridget FOUCHER (ACIRAD Centre-Val de Loire) mentionne le rapport de l'ANCCLI* publié le 4 mai 2021, qui fait état des villes ayant mené des actions remarquables en matière d'information et d'implication de la population, et souligne qu'aucune des villes citées n'est située à proximité de Dampierre, ni même dans le Loiret. Elle précise que le rapport de l'ANCCLI met en évidence un manque d'information du grand public, et estime qu'un travail de communication devrait être réalisé pour informer la population sur les centrales nucléaires et les mesures à prendre en cas d'accident. L'ACIRAD a d'ailleurs rédigé un bulletin reprenant les mesures prises par certaines communes en matière d'information du public et pointant le manque d'initiatives de ce type dans le Loiret.

Alain FOURCAULT (Vice-Président de la CLI) indique qu'il existe déjà beaucoup de choses disponibles pour le grand public, sur le site Internet de la CLI notamment.

Catherine FUMÉ (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) fait remarquer que dans les zones très rurales, la population n'est pas toujours à l'aise avec l'utilisation d'Internet et n'est donc pas informée, hormis ceux qui s'intéressent spécifiquement à ce sujet.

✓ Thierry JOLIVET (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) signale que le Plan particulier d'intervention (PPI*) de la centrale de Dampierre prévoit l'évacuation des populations, mais s'interroge sur le moment où cette évacuation devrait être effective, et sur les lieux où seraient accueillis les populations évacuées. Il demande également quels bâtiments seraient susceptibles de résister à la radioactivité, et notamment si le poste de commandement, lors de l'exercice, était situé dans un bâtiment protégé de la radioactivité. Il ajoute que le PPI* fait état de la nécessité de mobiliser 500 cars pour évacuer les scolaires, ce qui lui semble impossible à mettre en œuvre.

Alain FOURCAULT précise que lors des 2 derniers exercices réalisés sur Dampierre, les postes de commandement étaient positionnés à Orléans et à Sully-sur-Loire, soit en-dehors du périmètre des 10 km autour de la centrale en vigueur à l'époque.

Muriel PLOTTON précise que ce périmètre est aujourd'hui porté à 20 km autour de la centrale, et que le PPI tient compte de ce périmètre pour le positionnement des postes de commandement.

✓ Mary-Bridget FOUCHER insiste sur le fait que l'industrie nucléaire est un domaine très complexe, et que la population n'est pas informée à ce sujet. Elle suggère de diffuser des flashs d'information sur ce thème à des heures de grande écoute à la télévision.

Alain FOURCAULT rappelle que de nombreuses réunions publiques ont été organisées avec la préfecture à l'occasion de la campagne de distribution des comprimés d'iode, mais que très peu de personnes se sont déplacées ce qui dénote un manque d'intérêt de la population.

Laurent BERTHIER rappelle également qu'il existe un Centre d'information du public (CIP*) au sein de la centrale, au sein duquel EDF fait un effort d'explication et de communication auprès du grand public. Il fait également le constat d'une difficulté à mobiliser le grand public, en précisant qu'il s'agit d'un problème général et non pas spécifique au Loiret.

Hugues RAIMBOURG (Conseiller départemental du Loiret) estime qu'il y aurait des choses à faire en matière de communication vis-à-vis des scolaires, notamment dans les collèges.

Laurent BERTHIER indique qu'EDF a un partenariat avec des lycées et des écoles

d'ingénieurs, qui permet à la fois d'apporter de l'information sur le fonctionnement de la centrale et les risques associés, et d'expliquer les métiers proposés aux jeunes.

Catherine FUMÉ fait remarquer que la communication institutionnelle tend à indiquer que le nucléaire est sûr, et que cela peut expliquer le fait que la population, ne se sentant pas en danger, ne se déplace pas pour retirer ses comprimés d'iode.

Christian RON répond que, lors des réunions publiques, l'ASN ne dit jamais que l'accident nucléaire est impossible. Il rappelle que les lettres de suite de l'ASN, qui sont librement disponibles sur son site Internet, exposent sans filtre ce qui ne va pas dans les sites inspectés et ce qui doit être mis en œuvre par l'exploitant (avec parfois jusqu'à 100 demandes dans une même lettre de suites).

Catherine FUMÉ réplique que ces lettres de suite elles sont complexes à lire pour des néophytes, mais convient que l'équilibre à trouver entre la nécessité d'informer la population et la crainte de les faire paniquer est délicat.

Mary-Bridget FOUCHER souligne qu'une communication nationale importante a été faite sur le COVID-19 depuis le début de la crise sanitaire, mais que la population n'est pas informée correctement sur le sujet du nucléaire, qui est complexe, ce qui explique qu'elle ne se rende pas compte du risque et qu'elle ne se sente pas concernée.

5/ Questions diverses

✓ Arrêté de nomination des membres de la CLI :

Mme Maud MICHEL – Chargée de mission de la CLI de Dampierre

L'arrêté de nomination des membres de la CLI de Dampierre doit être modifié, du fait du renouvellement des équipes municipales à la suite des élections de 2020.

Le travail de renouvellement des représentants a été engagé dès l'automne 2020, avec la demande faite aux 54 communes concernées d'indiquer leur souhait d'être représentées à la CLI en direct ou via leur Communauté de Communes. Les Communautés de Communes ont ensuite été sollicitées pour faire connaître le nom des représentants qu'elles souhaitaient désigner pour la CLI.

Compte-tenu du nombre de collectivités concernées, ce travail a pris beaucoup de temps.

Par ailleurs, étant donné la tenue des élections départementales et régionales en 2021, l'arrêté n'a toujours pas pu être finalisé : il reste encore actuellement le représentant de la Région Centre-Val de Loire à désigner, ce qui devrait intervenir rapidement.

Une fois la liste des représentants arrêtée, et conformément à la réglementation, l'arrêté de nomination devra être signé conjointement par les Présidents des Départements du Loiret et du Cher, le périmètre PPI* s'étendant sur ces 2 départements.

Compte-tenu de tous ces éléments, la finalisation de l'arrêté et sa signature officielle devraient intervenir en octobre ou novembre 2021.

✓ Représentants de la CLI à l'assemblée générale de l'ANCCLI* :

Mme Maud MICHEL – Chargée de mission de la CLI de Dampierre

L'ANCCLI, comme chaque année, sollicite les CLI pour savoir si elles souhaitent un changement de désignation dans les membres qui les représentent au sein de l'Assemblée générale de l'ANCCLI.

A ce jour, la CLI de Dampierre est représentée par 3 membres à l'AG de l'ANCCLI (MM. FOURCAULT, TINDILLERE et COPIN). Sachant que chaque CLI peut désigner jusqu'à 4 membres pour la représenter, et qu'il est demandé aux CLI de désigner au moins 1 membre élu, il est proposé de désigner Jacques MESAS, Président de la CLI, pour siéger au sein de l'AG de l'ANCCLI.

✓ Consultation du public sur les VD4 :

Question posée par l'ACIRAD Centre-Val de Loire :

Mary-Bridget FOUCHER explique que la synthèse des observations du public concernant la prolongation des réacteurs de 900 MWe* au-delà de 40 ans est très bien documentée sur les différentes remarques exprimées par le public. En revanche, aucune statistique de l'opinion du public n'apparaît sur cette synthèse : quel pourcentage des avis exprimés sont-ils favorables à la poursuite des réacteurs ? Combien sont défavorables ? Combien sont sans opinion ? Elle demande à l'ASN si elle dispose d'un résultat statistique sur les 1 235 avis exprimés à l'occasion de cette consultation.

Elle précise que lors d'une réunion sur la programmation pluriannuelle de l'énergie, organisée à Paris en 2018 et à laquelle 400 personnes avaient été invitées pour réfléchir sur le devenir du nucléaire, un sondage réalisé à la fin de la réunion avait fait apparaître que 67% de participants étaient opposés à la poursuite du nucléaire.

Christian RON (ASN) explique qu'il a sollicité les services centraux de l'ASN sur ce sujet. Ceux-ci ont répondu que le document produit par l'ASN à l'issue de la consultation est une synthèse des suggestions d'amendement, des questions et des commentaires techniques exprimés à cette occasion et non un sondage d'opinion. L'ASN ne souhaite donc pas faire de statistiques de ce type sur les commentaires exprimés car ce n'était pas l'objet de cette démarche.

✓ Événement significatif sûreté déclaré en août 2021 :

Mary-Bridget FOUCHER (ACIRAD Centre-Val de Loire) demande s'il est possible d'avoir des explications sur l'événement significatif sûreté de niveau 1 déclaré en août 2021, concernant un défaut des appareils de mesures visant à tester les systèmes d'instrumentation des processus.

Antoine GUILLAUMONT (EDF) indique que ces événements n'ont pas été présentés en séance plénière car ils doivent d'abord être présentés en réunion de Bureau de la CLI. Ils feront l'objet d'une présentation lors de la prochaine réunion du Bureau le 15 octobre prochain.

Il précise que cet événement concernait un appareil qui permet de tester les chaînes de régulation en envoyant des signaux électriques. Après plusieurs essais, EDF s'est aperçu que ces signaux présentaient des défauts qui pouvaient amener à mal interpréter les résultats. Ces appareils ont été remplacés ou réparés, et les chaînes de protection ont été retestées et requalifiées.

✓ Suites données au rapport annuel de l'ASN :

Hugues RAIMBOURG (conseiller départemental du Loiret) demande ce qu'il advient des faiblesses mises en évidence par l'ASN dans son rapport annuel, et si une réponse d'EDF est prévue concernant les points soulevés.

Laurent BERTHIER (EDF) explique qu'à chaque lettre de suite de l'ASN, EDF répond à l'ASN en expliquant les actions correctives qu'ils comptent mettre en place.

Par ailleurs, EDF réalise un bilan annuel dans lequel il expose ses propositions d'actions face aux remarques générales de l'ASN. Ces propositions font l'objet d'un échange entre EDF et

l'ASN, et celle-ci vérifie ensuite l'efficacité des mesures mises en place par EDF.

Il précise qu'EDF Dampierre dispose également en interne d'une entité indépendante qui réalise des contrôles et qui rend compte au directeur du site de son analyse de la sûreté des installations. EDF réalise ainsi ses propres contrôles, en plus de ceux effectués par l'ASN.

✓ Rejets chimiques en Loire :

Question posée par Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye :

Catherine FUMÉ fait remarquer que le rapport environnemental transmis par le CNPE fait état de nombreux rejets chimiques en Loire. Elle demande si ces produits chimiques sont rejetés en Loire par la même voie que les rejets radioactifs, et s'il existe une signalétique pour les usagers de la Loire au niveau de ces rejets.

Laurent BERTHIER répond qu'une réglementation détermine les rejets maximum autorisés par l'installation, et qu'EDF fait en sorte de rester conforme à cette réglementation.

Par ailleurs, EDF réalise tous les ans une analyse d'impact pour vérifier l'absence d'impact des rejets sur la faune et flore entre l'amont et l'aval de la centrale.

En ce qui concerne une éventuelle signalétique sur la Loire, celle-ci ne relève pas de l'exploitant.

Christian RON (ASN) précise qu'il n'existe pas de signalétique sur la Loire : dans la mesure où l'étude d'impact démontre que l'impact est acceptable et que la dilution des rejets se passe correctement, il n'y a pas de signalétique prévue tant que l'impact est jugé acceptable.

Catherine FUMÉ revient sur la question de la dilution, en indiquant que l'étude des rejets de tritium en Loire à l'aval de Chinon a montré que la dilution ne se faisait pas de manière homogène. Elle s'interroge sur la façon dont les études d'impact sont réalisées, et notamment si elles prennent compte une éventuelle hétérogénéité des rejets.

Christian RON confirme que l'étude de l'IRSN à Chinon a montré que la dilution des rejets se fait de manière plus ou moins homogène en fonction du débit de la Loire : la dilution est homogène lorsque le débit est faible, mais l'est moins lorsque le débit est plus élevé (écoulement plus « laminaire » de la Loire).

Il précise que l'ASN compte tirer profit de cette étude pour déterminer à quel endroit les hydrocollecteurs doivent être placés pour être le plus représentatifs possibles.

Il précise que les rejets chimiques se font via les clarinettes, soit au même endroit que les rejets de tritium.

Danielle COURDEAU (ACIRAD Centre-Val de Loire) demande si c'est l'ASN ou un organisme indépendant qui réalise ces mesures et qui confirme qu'elles répondent aux normes.

Arthur NEVEU (ASN) indique qu'il existe 3 types de mesures faites dans l'environnement autour des centrales :

- Les mesures réalisées par le service environnement d'EDF ;
- Les mesures de l'IRSN, réalisées via un réseau de balises réparties partout en France pour la mesure de la radioactivité dans l'air (pour sa part, l'ASN ne dispose pas de technicien ni de matériel pour réaliser ce type de mesures) ;
- Les mesures réalisées par les associations qui peuvent faire des prélèvements elles-mêmes.

Christian RON précise que les mesures doivent être faites par des laboratoires agréés par l'ASN, et que les laboratoires des CNPE doivent également passer un agrément.

Des mesures de comparaison sont faites par les laboratoires pour s'assurer que les résultats

sont concordants, et l'ASN peut être amenée à retirer son agrément au laboratoire d'un CNPE si son résultat est trop éloigné de celui du laboratoire de l'IRSN.

Thierry JOLIVET (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande pourquoi il n'y a pas de station d'épuration plus puissante au niveau du CNPE, et regrette qu'autant de produits chimiques, notamment du cuivre, soient rejetés à la Loire au lieu d'être récupérés.

Christian RON explique que le cuivre est un produit d'érosion des tuyaux par l'eau de la Loire. Il existe bien des stations d'épuration sur tous les CNPE, mais uniquement pour traiter les effluents « urbains » (sanitaires). L'eau industrielle ne se traite pas comme des effluents sanitaires et n'a donc pas vocation à être traitée via les stations d'épuration. Il ajoute que, depuis plusieurs années, les centrales tendent à diminuer leurs rejets.

En conclusion de la séance, il est indiqué que la prochaine séance plénière est programmée **le jeudi 25 novembre 2021 en soirée** (réunion publique).

à Orléans le **22 OCT. 2021**

Le Président de la Commission

Jacques MESAS

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long diagonal stroke extending from the bottom left towards the top right.

ANNEXE

Lexique des sigles ou termes utilisés

ANCCLI : Association Nationale des Comités et Commissions Locales d'Information
ARS : Agence Régionale de Santé
ASN : Autorité de Sûreté Nucléaire
ASR : Arrêt pour Simple Rechargement
BPDC : Bureau de la Protection et de la Défense Civiles
CIC : Centre Interministériel de Crise
CIP : Centre d'Information du Public
COD : Centre Opérationnel Départemental
CODIRPA : COMité DIRecteur pour la gestion de la phase Post-Accidentelle
CNPE : Centre Nucléaire de Production d'Electricité
DDT : Direction Départementale des Territoires
DICRIM : Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs
Divergence : Démarrage du processus de réaction en chaîne dans un réacteur
DUS : Diesel d'Ultime Secours
ESE : Evénement Significatif Environnement
ESS : Evénement Significatif Sûreté
IRSN : Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire
FARN : Force d'Action Rapide Nucléaire
MWe : MégaWatt électrique (= 1 000 kW)
PCS : Plan Communal de Sauvegarde
Piscine BK : Piscine d'entreposage du combustible
PPI : Plan Particulier d'Intervention
PTR-bis : Système supplémentaire de refroidissement de la piscine d'entreposage du combustible
REX : Retour d'Expérience (ou RETEX)
SDIS : Service Départemental d'Incendie et de Secours
SECNUC : Exercice de SECurité NUCléaire
SGDSN : Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale
VD : Visite Décennale
VD4 : 4^{ème} visite décennale
VP : Visite Partielle
VRD : Voirie Réseaux Divers